

BIJLAGE 7 (bedoeld in bijlage 6)

WEDDESCHALEN

Bedoeld bij besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen

Functie	Categorieën	Loonschaal (schaalnummer)	Min. Leeftijd
Directeur		25	24
Begeleidingspersoneel	Licentiaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	27	24
	Graduaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	19	23
Administratief personeel	Licentiaat economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica	27	24
	Graduaat of regentaat economische, juridische, administratieve oriëntering of informatica.	19	23
	Opsteller	17	20
	Klerk	4	18
	Boekhouder Kl 1	18	23
	Boekhouder Kl 2	8	20
	Kopiist A3	4	18
	Kopiist A2	17	20
Arbeider	Arb. Cat 1	1	18
	Arb. Cat 3	3	18

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2084

[2004/201731]

**22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant différents arrêtés relatifs aux aides aux personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 février 2000, 3 mai 2001, 29 novembre 2001 et 13 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées, donné le 16 février 2004;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 5 février 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 est remplacé par le titre suivant : « Arrêté du Gouvernement wallon portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées ».

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, le point 2° est remplacé par la disposition suivante : « services : les services visés à l'article 24, alinéa 2, du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, points 1°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° et les services d'aide à l'intégration créés en vertu de ce même article ».

Art. 4. A l'article 2 du même arrêté, le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« arrêté du 1^{er} avril 1999 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière ».

Art. 5. A l'article 2 du même arrêté, un point 5 rédigé comme suit est ajouté :

« arrêté du 19 septembre 2002 : arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés ».

Art. 6. A l'article 2 du même arrêté, un point 6° rédigé comme suit est ajouté :

« arrêté du 22 avril 2004 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées ».

Art. 7. A l'article 2 du même arrêté, un point 7° rédigé comme suit est ajouté :

« subvention annuelle :

- les subventions annuelles visées au titre III, chapitre II, section 1^{re}, de l'arrêté du 9 octobre 1997;
- les subventions annuelles visées au titre IV, chapitre II, de l'arrêté du 1^{er} avril 1999;
- les subventions annuelles visées au titre VIII, chapitres I^{er}, II et III, de l'arrêté du 19 septembre 2002;
- les subventions annuelles visées à l'article 72, § 1^{er}, 1°, 2° et 3° de l'arrêté du 22 avril 2004 ».

Art. 8. A l'article 2 du même arrêté, un point 8° rédigé comme suit est ajouté :

« cadastre de l'emploi : liste du personnel telle que définie à l'article 2, 11°, de l'arrêté du 1^{er} avril 1999, à l'article 2, 21°, de l'arrêté du 22 avril 2004, à l'article 29, § 2, de l'arrêté du 9 octobre 1997 et à l'article 90, § 2, de l'arrêté du 19 septembre 2002. »

Art. 9. L'article 3, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'Agence octroie aux services suite à l'accord cadre du 16 mai 2000 pour le secteur non-marchand wallon, un complément de subvention pour assurer le financement du volume d'emploi couvert par :

1° les subventions annuelles;

2° la subvention visée à l'article 31^{ter} de l'arrêté du 9 octobre 1997;

3° la subvention versée aux services par l'Agence en application de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 portant promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand. »

Art. 10. A l'article 3, § 2, du même arrêté, le montant de la période 4 est remplacé par € 21.817.233,07, le montant de la période 5 est remplacé par € 28.530.189,72 et celui de la période 6 est remplacé par € 33.564.783,27.

Art. 11. A l'article 3, § 2, du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par la disposition suivante :

« Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé), conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public, et ce au prorata des mois concernés.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 105,21 du 1^{er} juillet 2000. »

Art. 12. L'article 5 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. § 1^{er}. Le calcul des suppléments visés à l'article 4 résulte de la multiplication des subventions visées à l'article 3, § 1^{er}, par un coefficient de revalorisation.

Le coefficient de revalorisation exprime le différentiel, pour chaque service, entre les coûts salariaux issus des barèmes visés à l'annexe 2 et ceux issus des barèmes visés aux annexes 3 à 8 selon les périodes définies à l'article 3, § 2, et les grilles de concordance des échelles de traitement établies à l'annexe 9.

Le coefficient de revalorisation, exprimé en pourcentage, est déterminé pour chaque service sur base des données qu'il a renseignées via le cadastre de l'emploi et des paramètres définis en annexe 1^{re}.

§ 2. En ce qui concerne le supplément octroyé sur la subvention annuelle pour les services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial, le coefficient de revalorisation est appliqué sur ladite subvention, déduction faite des montants n° 1 du § 2, a), de l'annexe IV de l'arrêté du 9 octobre 1997.

En ce qui concerne le supplément octroyé sur la subvention annuelle pour les services d'aide aux activités de la vie journalière, le coefficient de revalorisation est appliqué sur ladite subvention déduction faite du montant repris à l'article 15, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du 1^{er} avril 1999. »

En ce qui concerne le supplément octroyé sur la subvention annuelle pour les services d'aide à l'intégration, le coefficient de revalorisation est appliqué sur 90 % de ladite subvention.

En ce qui concerne le supplément octroyé sur la subvention annuelle pour les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes, le coefficient de revalorisation est appliqué sur ladite subvention, déduction faite du montant de la subvention de fonctionnement visé à l'article 72, § 1^{er}, point 2, de l'arrêté du 22 avril 2004.

Art. 13. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« A partir de l'exercice 2006, les subventions annuelles tiennent compte dans leurs modalités de calcul des barèmes visés à l'annexe 8 et des coefficients de charges patronales à appliquer. »

Art. 14. L'annexe 9 du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 15. Le point 3° de l'article 85, § 1^{er}, et l'article 92 de l'arrêté du 19 septembre 2002 sont abrogés.

Art. 16. Le point 3 du § 2 de l'article 19, le chapitre III du titre IV et les annexes 2 à 9 de l'arrêté du 1^{er} avril 1999 sont abrogés.

Art. 17. Les dispositions de l'article 15, § 3, 1^{er} alinéa de l'arrêté du 1^{er} avril 1999 sont remplacées par :

« Les charges de personnel admissibles sont les rémunérations et charges complémentaires établies conformément aux barèmes repris aux annexes 3 à 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées et ce, compte tenu de la grille de concordance relative aux services d'aide aux activités de la vie journalières reprise à l'annexe 9 dudit arrêté. »

Art. 18. Le point 3 du § 2 de l'article 19 de l'arrêté du 1^{er} avril 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque année avant le 31 mars, le service AVJ transmet à l'Agence le cadastre de l'emploi. »

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004, sauf pour les services d'aide à la vie journalière à l'égard desquels il produit ses effets au 1^{er} janvier 2003.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE 1^{re}

« Annexe 9.

Grille de concordance des échelles de traitement obéissant à la classification de l'annexe VII de l'arrêté du 9 octobre 1997

Catégories	Fonctions	N° Echelles Annexe VII A.G.W. 9/10/97	N° Echelles Annexes 3 à 8	Age minimum
<i>Personnel non éducatif</i>				
	Personnel de direction			
	Directeur Classe 1 - 15-29 places	17	25	24
	Directeur Classe 1 - 30-60 places	19	28	24
	Directeur Classe 1 - 60+ places	21	29	24
	Directeur Classe 2 - 15-29 places	15	18	23
	Directeur Classe 2 - 30-60 places	17	20	23
	Directeur Classe 2 - 60+ places	19	23	23
	Directeur - 6-14, places Classe 1	15	24	24
	Directeur - 6-14, places Classe 2	15	18	23
	Sous-directeur Classe 1	19	26	24
	Sous-directeur Classe 2	17	20	23
	Personnel administratif			
	Licencié à orientation économique, juridique, administrative ou informatique	21	27	24
	Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative ou informatique ou économiste gradué	16	19	23
	Rédacteur	9	17	20
	Economiste non gradué	15	16	20
	Commis	4	4	18
	Commis sténo-dactylo	5	4	18
	Comptable Classe 1	15	18	23
	Comptable Classe 2	12	8	20
	Assistant social	16	19	23
	Economiste gradué	16	19	23
	Personnel ouvrier			
	Ouvrier Catégorie 1	1	1	18
	Ouvrier Catégorie 2	2	2	18
	Ouvrier Catégorie 3	3	3	18
	Ouvrier Catégorie 4	7	6	18
	Ouvrier Catégorie 5	10	11	18

Catégories	Fonctions	N° Echelles Annexe VII A.G.W. 9/10/97	N° Echelles Annexes 3 à 8	Age minimum
<i>Personnel éducatif</i>				
	Personnel psycho-paramédical			
	Licencié en psychologie, pédagogie, psycho-pédagogie ou kinésithérapie	21	27	24
	Gradué en kinésithérapie, logopédie, ergothérapie ou diététique ou assistant en psychologie	16	19	23
	Rééducateur en psychomotricité, porteur des qualifications requises pour être éducateur Cl.1 ou d'un titre jugé équivalent par le Ministère de l'Education	16	19	23
	Infirmier breveté	14	14	20
	Infirmier gradué	16	19	23
	Personnel spécialisé			
	Technicien bricoleur en appareillage	5	4	18
	Technicien électronicien A1	16	19	23
	Technicien électronicien A2	9	12	20
	Aide de laboratoire clinique	5	4	18
	Copiste Braille - A3	5	4	18
	Copiste Braille - A2	9	17	20
	Orthoptiste	16	19	23
	Gradué en informatique	16	19	23
	Licencié en informatique	21	27	24
	Personnel éducatif Catégorie I			
	Chef éducateur	17	21	23
	Educateur Classe 1	15	18	23
	Educateur Classe 2	24	15	20
	Educateur Classe 2A	13	13	20
	Personnel éducatif Catégorie II			
	Educateur Classe 2B	11	10	18
	Educateur Classe 3	6	5	18
	Aide familiale ou sanitaire	8	9	18
	Puéricultrice	8	9	18
	Garde malade	8	7	18
	Personnel chef de groupe			
	Chef de groupe	18	22	23
<i>Personnel médical</i>				
	Médecin généraliste	22	30	27
	Médecin spécialiste	23	31	27

Grille de concordance des échelles de traitement obéissant à la classification de l'annexe II de l'arrêté du 1^{er} avril 1999

Fonctions	Echelles Annexe VII A.G.W. 9/10/97	Echelles barémiques des annexes 3 à 8	Age minimum
Assistant AVJ	6	5	18
Coordinateur AVJ	15	24	24

Grille de concordance des échelles de traitement obéissant à la classification de l'annexe 8 de l'arrêté du 19 septembre 2002

Fonctions	Echelles Annexe VII A.G.W. 9/10/97	Echelles barémiques des annexes 3 à 8	Age minimum
Directeur	17	25	24
Licencié à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	21	27	24
Gradué à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	16	19	23
Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique	21	27	24
Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique	16	19	23
Rédacteur	9	17	20
Commis	4	4	18
Comptable Cl. 1	15	18	23
Comptable Cl. 2	12	8	20
Copiste A3	5	4	18
Copiste A2	9	17	20
Ouv. Cat. 1	1	1	18
Ouv. Cat. 3	3	3	18

Grille de concordance des échelles de traitement obéissant à la classification de l'annexe VI de l'arrêté du 1^{er} avril 1999

Fonctions	Echelles Annexe VII A.G.W. 9/10/97	Echelles barémiques des annexes 3 à 8	Age minimum
Educateurs A2	13	13	20
Rédacteurs	9	17	20
Educateurs A1	15	18	23
Assistants sociaux	16	19	23
Coordinateurs	15	24	24
Licenciés en psychologie	21	27	24

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 modifiant différents arrêtés relatifs aux aides aux personnes handicapées.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2084

[2004/201731]

**22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van verschillende besluiten betreffende hupverlening aan gehandicapte personen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 februari 2000, 3 mei 2001, 29 november 2001 en 13 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen bestemd voor gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées » (Waalse Adviesraad voor Gehandicapte Personen), gegeven op 16 februari 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 5 februari 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 29 maart 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De titel van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 wordt vervangen door de volgende titel : « Besluit van de Waalse Regering tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, de residentiële diensten, de dagonthaaldiensten, de diensten voor plaatsing in gezinnen, integratiehulp, vroegtijdige hulp en voor de begeleidingsdiensten voor volwassenen bestemd voor gehandicapte personen. »

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen als volgt : « diensten : de diensten bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, 1°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11° en de diensten voor integratiehulp opgericht krachtens hetzelfde artikel ».

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt punt 4° vervangen als volgt :

« besluit van 1 april 1999 : hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven ».

Art. 5. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« besluit van 19 september 2002 : besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren ».

Art. 6. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« besluit van 22 april 2004 : besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulp en de begeleidingsdiensten voor volwassenen bestemd voor gehandicapte personen ».

Art. 7. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« jaarlijkse toelage :

- de jaarlijkse toelagen bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 1, van het besluit van 9 oktober 1997;
- de jaarlijkse toelagen bedoeld in titel IV van het besluit van 1 april 1999;
- de jaarlijkse toelagen bedoeld in titel VIII, hoofdstuk I, II, en III van het besluit van 19 september 2002;
- de jaarlijkse toelagen bedoeld in artikel 72, § 1, 1°, 2° en 3° van het besluit van 22 april 2004. »

Art. 8. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

« tewerkstellingskadaster : personeelslijst zoals bedoeld in artikel 2, 11°, van het besluit van 1 april 1999, in artikel 2, 21°, van het besluit van 22 april 2004, in artikel 29, § 2, van het besluit van 9 oktober 1997 en in artikel 90, § 2, van het besluit van 19 september 2002. »

Art. 9. Artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Krachtens de kaderovereenkomst van 16 mei 2000 voor de non-profit sector verleent het Agentschap de diensten een bijkomende toelage ter financiering van het tewerkstellingsvolume dat gedekt wordt door :

1° de jaarlijkse toelagen;

2° de toelage bedoeld in artikel 31ter van het besluit van 9 oktober 1997;

3° de toelage gestort door het Agentschap aan de diensten overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Art. 10. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit wordt het bedrag van de periode 4 vervangen door € 21.817.233,07, het bedrag van de periode 5 door € 28.530.189,72 en het bedrag van de periode 6 door € 33.564.783,27.

Art. 11. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

« Deze bedragen worden naar rato van de bedoelde maanden aan de schommelingen van de prijzenindex (gezondheidsindex) gekoppeld overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan de basisindex 105,21 van 1 juli 2000. »

Art. 12. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. De toeslagen bedoeld in artikel 4 worden berekend door de in artikel 3, § 1, bedoelde toelagen met een herwaarderingscoëfficiënt te vermenigvuldigen.

De herwaarderingscoëfficiënt vertegenwoordigt voor elke dienst het verschil tussen de loonkosten die resulteren uit de schalen bedoeld in bijlage 2 en die welke resulteren uit de schalen bedoeld in de bijlagen 3 tot 8 al naar gelang de periodes bedoeld in artikel 3, § 2, en de concordantietabellen van de weddeschalen die in bijlage 9 vastliggen.

De in percent uitgedrukte herwaarderingscoëfficiënt wordt voor elke dienst bepaald op grond van de gegevens die hij verstrekt via het tewerkstellingskadaster en de parameters die in bijlage 1 vastliggen.

§ 2. Wat betreft de toeslag die bovenop de jaarlijkse toelage verleend wordt aan de residentiële diensten, de dagonthaaldiensten en de diensten voor plaatsing in gezinnen, wordt de herwaarderingscoëfficiënt op bedoelde toelage toegepast na aftrek van de bedragen nr. 1, § 2, a), van bijlage IV bij het besluit van 9 oktober 1997.

Wat betreft de toeslag die bovenop de jaarlijkse toelage verleend wordt aan de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, wordt de herwaarderingscoëfficiënt op bedoelde toelage toegepast na aftrek van het bedrag vermeld in artikel 15, § 2, derde lid, van het besluit van 1 april 1999. »

Wat betreft de toeslag die bovenop de jaarlijkse toelage verleend aan de diensten voor integratiehulp, wordt de herwaarderingscoëfficiënt op 90 % van bedoelde toelage toegepast.

Wat betreft de toeslag die bovenop de jaarlijkse toelage verleend wordt aan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding van volwassenen, wordt de herwaarderingscoëfficiënt op bedoelde toelage toegepast na aftrek van het bedrag van de werkingstoelage bedoeld in artikel 72, § 1, punt 2, van het besluit van 22 april 2004.

Art. 13. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Vanaf het boekjaar 2006 worden de jaarlijkse toelagen berekend met inachtneming van de schalen bedoeld in bijlage 8 en met de toe te passen coëfficiënten inzake werkgeverslasten. »

Art. 14. Bijlage 9 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 15. Punt 3^o van artikel 85, § 1, en artikel 92 van het besluit van 19 september 2002 worden opgeheven.

Art. 16. Punt 3, § 2, van artikel 19, hoofdstuk III van titel IV en de bijlagen 2 tot 9 bij het besluit van 1 april 1999 worden opgeheven.

Art. 17. De bepalingen van artikel 15, § 3, eerste lid, van het besluit van 1 april 1999 worden vervangen als volgt :

« De personeelslasten die in aanmerking genomen mogen worden zijn de bijkomende bezoldigingen en lasten berekend overeenkomstig de schalen bedoeld in de bijlagen 3 tot 8 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, integratiehulp, vroegtijdige hulp en voor de begeleidingsdiensten voor volwassenen bestemd voor gehandicapte personen, met inachtneming van de concordantietabel betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven bedoeld in bijlage 9 bij dat besluit. »

Art. 18. Punt 3, § 2, van artikel 19 van het besluit van 1 april 1999 wordt vervangen als volgt :

« De AVJ-dienst maakt het tewerkstellingskadaster jaarlijks vóór 31 maart over aan het Agentschap. »

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004, behalve wat betreft de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, waarvoor het in werking treedt op 1 januari 2003.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE 1

"Bijlage 9.

Concordantietabel van de weddeschalen volgens de classificatie in bijlage VII bij het besluit van 9 oktober 1997

Categorieën	Functies	Schaalnr. Bijlage VII BWR 9/10/97	Schaalnr. Bijlagen 3 tot 8	Min. leeftijd
<i>Niet-educatief personeel</i>				
Directiepersoneel				
	Directeur 1e kl. 1 - 15-29 plaatsen	17	25	24
	Directeur 1e kl. — 30-60 plaatsen	19	28	24
	Directeur 1e kl. — 60+ plaatsen	21	29	24
	Directeur 2e kl. — 15-29 plaatsen	15	18	23
	Directeur 2e kl. — 30-60 plaatsen	17	20	23
	Directeur 2e kl. — 60+ plaatsen	19	23	23
	Directeur - 6-14 plaatsen 1e kl.	15	24	24
	Directeur - 6-14 plaatsen 2e kl.	15	18	23
	Onderdirecteur 1e kl.	19	26	24
	Onderdirecteur 2e kl.	17	20	23
Administratief personeel				
	Licentiaat met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering	21	27	24
	Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering	16	19	23
	of gegradueerde econoom Opsteller	9	17	20
	Niet-gegradueerde econoom	15	16	20
	Klerk	4	4	18

Categorieën	Functies	Schaalnr. Bijlage VII BWR 9/10/97	Schaalnr. Bijlagen 3 tot 8	Min. leeftijd
	Klerk-stenotypist	5	4	18
	Boekhouder 1e kl.	15	18	23
	Boekhouder 2e kl.	12	8	20
	Maatschappelijk assistent	16	19	23
	Gegradueerde econoom	16	19	23
	Arbeiders			
	Arbeider Cat. 1	1	1	18
	Arbeider Cat. 2	2	2	18
	Arbeider Cat. 3	3	3	18
	Arbeider Cat. 4	7	6	18
	Arbeider Cat. 5	10	11	18
<i>Educatief personeel</i>				
	Psycho-paramedisch personeel			
	Licentiaat in de psychologie, pedagogie, psycho-pedagogie of kinesitherapie	21	27	24
	Gegradueerde in de kinesitherapie, logopedie, ergotherapie of diëtik of assistent in de psychologie	16	19	23
	Orthopedagoog met de vereiste kwalificaties om opvoeder van 1e klasse C.1. te zijn of een door het Ministerie van de Franse Gemeenschap als gelijkwaardig beschouwde titel	16	19	23
	Gebrevetteerde verpleger	14	14	20
	Gegradueerde verpleger	16	19	23
	Gespecialiseerd personeel			
	Techn. Knuts. App.	5	4	18
	Elektronicatechn. A1	16	19	23
	Elektronicatechn. A2	9	12	20
	Hulp klin. Labo.	5	4	18
	Braille-kopiïst - A3	5	4	18
	Braille-kopiïst - A2	9	17	20
	Orthoptist	16	19	23
	Gegradueerde in de informatica	16	19	23
	Licentiaat in de informatica	21	27	24
	Educatief personeel Categorie I			
	Hoofdopvoeder	17	21	23
	Opvoeder 1e kl.	15	18	23
	Opvoeder 2e kl.	24	15	20
	Opvoeder 2e kl. A	13	13	20
	Educatief personeel Categorie II			
	Opvoeder 2e kl. B	11	10	18
	Opvoeder 3e kl.	6	5	18
	Gezins- en san. help.	8	9	18
	Kinderverzorgster	8	9	18
	Ziekenoppas.	8	7	18
	Groepsleiders			
	Groepsleider	18	22	23
<i>Medisch personeel</i>				
	Huisarts	22	30	27
	Geneesheer-specialist	23	31	27

Concordantietabel van de weddeschalen volgens de classificatie van bijlage II bij het besluit van 1 april 1999

Functies	Schalen Bijlage VII BWR 9/10/97	Weddeschalen van de bijlagen 3 à 8	Min. leeftijd
Assistent AVJ	6	5	18
Coördinator AVJ	15	24	24

Concordantietabel van de weddeschalen volgens de classificatie van bijlage 8 bij het besluit van 19 september 2002

Functies	Schalen Bijlage VII BWR 9/10/97	Weddeschalen van de bijlage 3 à 8	Min. leeftijd
Directeur	17	25	24
Licentiaat pedagogische, psychologische sociale of paramedische oriëntering	21	27	24
Graduaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	16	19	23
Licentiaat economische, juridi- sche, administratieve oriëntering, of informatica	21	27	24
Graduaat of regentaat economi- sche, juridische, administratieve oriëntering, of informatica	16	19	23
Opsteller	9	17	20
Klerk	4	4	18
Boekhouder Kl 1	15	18	23
Boekhouder Kl 2	12	8	20
Kopiist A3	5	4	18
Kopiist A2	9	17	20
Arb. Cat. 1	1	1	18
Arb. Cat. 3	3	3	18

Concordantietabel van de weddeschalen volgens de classificatie van bijlage VI bij het besluit van 22 april 2004

Functies	Schalen Bijlage VII BWR 9/10/97	Weddeschalen van de bijlagen 3 à 8	Min. leeftijd
Opvoeders A2	13	13	20
Opstellers	9	17	20
Opvoeders A1	15	18	23
Maatsch. assistenten	16	19	23
Coördinatoren	15	24	24
Licentiaten psychologie	21	27	24

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 tot wijziging van verschillende besluiten betreffende hupverlening aan gehandicapte personen.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE